

Tableau de bord économique et social du Luxembourg

13 juillet 2021

Photo by Eileen Pag, Unsplash

La reprise en « V » majuscule

Le cycle expansionniste semble bel et bien entamé au 2^{ème} trimestre, notamment grâce à la levée des restrictions sanitaires, aux spécialisations économiques du pays et aux divers mécanismes de soutien qui ont rapidement compensé les pertes de revenus. Le scénario d'une reprise « en V » se confirme, bien que l'alphabet grec des variants laisse entrevoir une sortie longue et complexe de la pandémie.

Les indicateurs de ce Tableau de bord, qui étaient au beau fixe depuis le printemps, se sont encore améliorés en mai et en juin. Les estimations d'activité poursuivent leur hausse et les soldes d'opinions sont en territoire positif dans tous les secteurs, ce qui n'était pas arrivé depuis fin 2018. La situation des finances publiques s'améliore également.

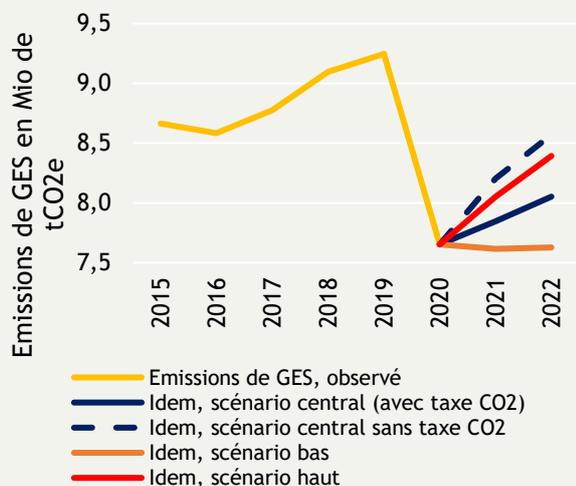
Le mois de mai a vu une franche accélération sur le marché du travail, avec un bond de près de 2.900 salariés supplémentaires et un niveau record de postes publiés à l'ADEM (8.865 offres disponibles). Avec la fin des modalités particulières d'accès au dispositif, le chômage partiel prévu pour le mois de juillet a baissé de

moitié par rapport à juin. Les statistiques de mobilité montrent que le télétravail diminue et les déplacements vers les lieux de loisirs (commerce, Horeca...) se rapprochent à nouveau de leur niveau d'avant crise.

L'indicateur synthétique de confiance des consommateurs atteint quant à lui son plus haut niveau depuis janvier 2018. Leur perception de la situation économique générale au cours des 12 prochains mois est à un niveau historiquement élevé et leur intérêt à faire des achats importants progresse.

Les signaux sont au vert pour une poursuite de cette reprise, avec toutefois des menaces qui doivent être intégrées à court terme comme le retour du risque sanitaire, les difficultés de trésorerie au moment du redémarrage de certaines entreprises ou encore les tensions sur les approvisionnements. A plus long terme, il conviendra d'être attentif aux stigmates laissés par la pandémie. Entre les divergences interétatiques et intercontinentales, les inégalités, la soutenabilité de la dette, le risque de « corrections » de prix d'actifs, les décrochages éducatifs, l'épargne de précaution, les difficultés de recrutement, les risques (géo)politiques... les défis ne manqueront pas.

[Zoom] Les émissions de gaz à effet de serre ont chuté en 2020



Source : STATEC

Depuis 2020, le STATEC intègre les émissions de gaz à effets de serre (GES) dans ses prévisions macroéconomiques. Avec les restrictions de déplacement et la fermeture temporaire de certains sites d'activité, la crise sanitaire a eu pour conséquence une baisse des émissions de GES de 17% en 2020. Les émissions étaient sur une trajectoire de baisse jusqu'en 2016, mais elles avaient repris leur hausse depuis, si bien que sans la crise sanitaire, le pays aurait bien pu ne pas satisfaire ses engagements pour 2020.

Un rebond des émissions de GES est attendu pour 2021 et 2022, mais son ampleur dépendra du scénario de la reprise et des effets de la taxe CO2 qui pourrait rendre le diesel professionnel moins compétitif par rapport aux pays voisins. Dans le scénario central (croissance du PIB de 6% en 2021 et de 3.5% en 2022), les émissions progresseraient de 2,5% en 2021 et en 2022. Cette hausse cumulée serait toutefois encore compatible avec la trajectoire des engagements pour 2030.

SOMMAIRE

La Tableau de bord repose sur 19 indicateurs répartis sur 4 piliers : l'activité économique, le marché du travail, la situation sociale et l'environnement économique européen.

Indicateurs		Dernières données disponibles	
1. Activité économique			
1	Production industrielle, construction, services non financiers et commerce	Juin 2021	P3
2	Actifs des fonds (OPC)	Mai 2021	P3
3	Mobilité	Juin 2021	P4
4	Faillites et liquidations judiciaires	Juin 2021	P4
5	Chômage partiel	Juillet 2021	P4
6	Inflation	Juin 2021	P5
7	Croissance du PIB	1 ^{er} trimestre 2021	P5
8	Recettes et dépenses de l'administration centrale	Mai 2021	P5
2. Marché du travail			
9	Evolution de l'emploi	Mai 2021	P6
10	Evolution du chômage	Mai 2021	P6
11	Postes vacants à l'ADEM	Mai 2021	P6
3. Indicateurs sociaux - ménages			
12	Chômage de longue durée	Mai 2021	P7
13	Indice de confiance des consommateurs	Juin 2021	P7
14	Crédits immobiliers accordés aux ménages	1 ^{er} trimestre 2021	P7
4. Environnement européen			
15	Activité dans la zone euro	Juin 2021	P8
16	Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France	1 ^{er} trimestre 2021	P8
17	Chômage dans la zone euro, Allemagne, Belgique et France	Mai 2021	P8
18	Inflation dans la zone euro	Juin 2021	P9
19	Taux d'intérêt des emprunts publics à long terme	Juin 2021	P9

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

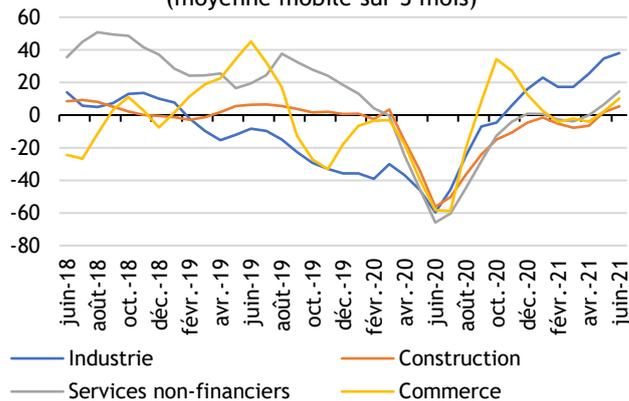
Production industrielle, construction, services non financiers et commerce

Juin 2021

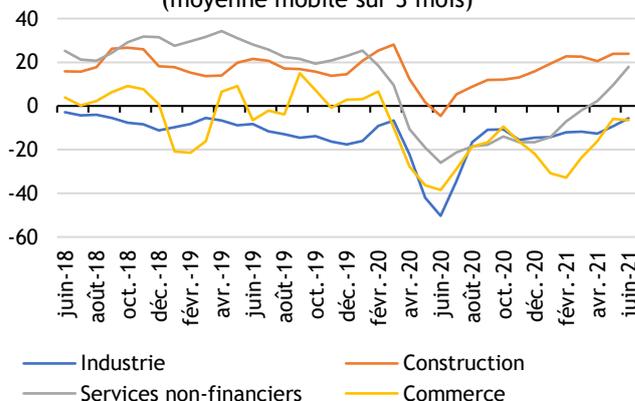
Source : [STATEC](#)

- Sur les trois derniers mois, les estimations d'activité de tous les secteurs sont à la hausse et les soldes d'opinions sont en territoire positif (ce qui n'était pas arrivé depuis fin 2018), dénotant une reprise nette et franche de l'économie.
- Les perspectives d'évolution de l'emploi sur les trois prochains mois augmentent dans les services non-financiers. Elles sont stables, mais à un niveau élevé dans la construction. Elles demeurent négatives, mais s'améliorent dans l'industrie et marquent un léger recul dans le commerce.
- Depuis un an, les niveaux d'activité industrielle ont marqué une hausse spectaculaire : il faut remonter à septembre 2010, à la sortie de la récession, pour retrouver un solde d'opinions aussi élevé. En juin, 82% des entreprises répondantes de la branche estiment que leur carnet de commande est suffisant ou « plus que suffisant » et la part des entreprises qui jugent leur activité limitée par le manque de demande est passée de 52% en avril à 21% en juin. Enfin, 58% des entreprises estiment que leurs prix de vente vont augmenter.

Estimation de la tendance récente de l'activité (moyenne mobile sur 3 mois)



Perspectives d'évolution de l'emploi (moyenne mobile sur 3 mois)



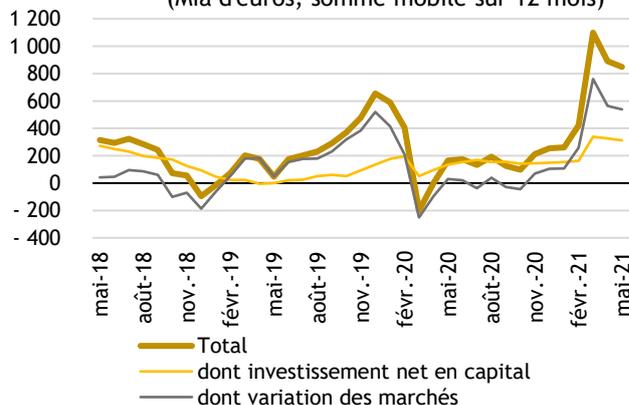
Actifs des fonds (OPC)

Mai 2021

Source : [CSSF](#)

- Les actifs nets des 3 547 OPC luxembourgeois étaient valorisés à 5 332 milliards d'euros, en hausse de 0,7% par rapport au mois précédent.
- L'évolution des marchés financiers explique 40% de la hausse mensuelle tandis que les investissements nets en capital en expliquent 60%.
- Sur les 12 derniers mois, la valeur des actifs a augmenté de 849 milliards, soit une progression de 19%. La hausse des marchés explique près des deux tiers de cette évolution favorable (63%, soit +537 milliards) et l'évolution des investissements nets 37% (312 milliards).

Variation des actifs des OPC (Mia d'euros, somme mobile sur 12 mois)



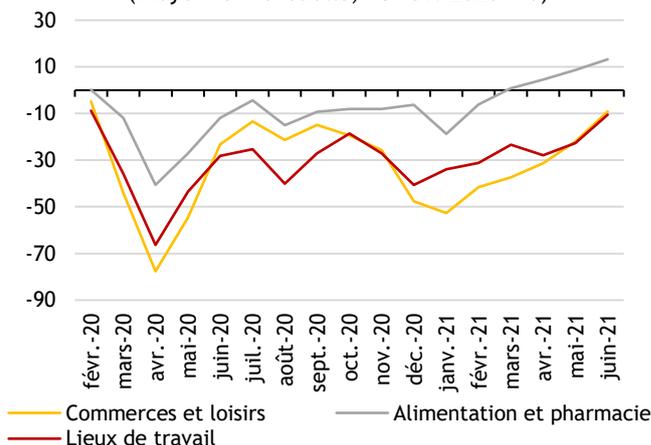
Mobilité

Juin 2021

Source : [Google Mobilité](#)

- Tous les types de déplacements (loisirs, alimentation et travail) sont au plus haut depuis le début de la crise sanitaire.
- La mobilité domicile-travail est restée inférieure de 8% à son niveau d'avant crise, mais elle progresse avec la « sortie du télétravail ».
- Une forte progression est aussi observée du côté des déplacements vers les commerces et les lieux de loisirs, dont les restaurants.
- Les déplacements en direction des commerces alimentaires et des pharmacies ont progressé et sont supérieurs de 13% à la référence de février 2020.

Evolution de la mobilité au Luxembourg (moyenne mensuelle, 15 fév. 2020 = 0)



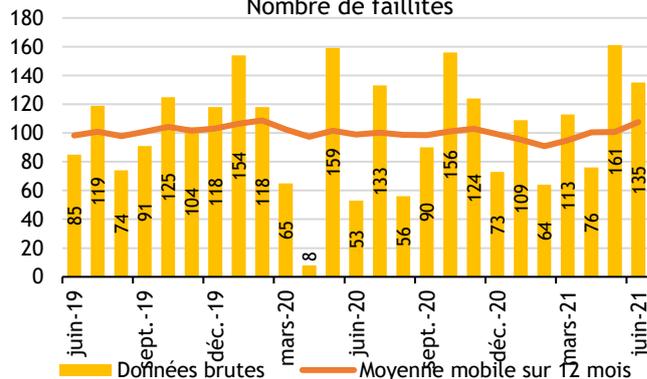
Faillites et liquidations judiciaires

Juin 2021

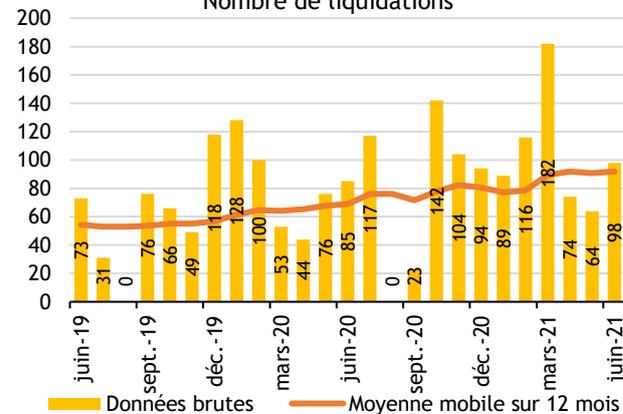
Sources : [Registre du Commerce et des Sociétés](#), données au 06/07/2021, STATEC.

- 135 faillites ont été recensées au mois de juin soit une baisse de 18,6% par rapport au mois précédent. Depuis le début de l'année, 1 157 faillites ont été comptabilisées. La moyenne mensuelle sur 12 mois s'établit à 108 faillites, un niveau similaire à celui d'avant la crise.
- Avec la fin progressive de certains dispositifs d'aides dans un contexte de reprise économique, il sera important de suivre cet indicateur dans les prochains mois.
- Les liquidations judiciaires ont augmenté au mois de juin (98 contre 64 au mois de mai). 623 liquidations ont été prononcées depuis le début de l'année.
- Sur les 5 premiers mois de l'année, 28% des faillites concernent des sociétés holdings et des fonds et 21% sont intervenues dans le commerce.
- De janvier à mai, 56% des liquidations concernent des sociétés holding et des fonds de placement, 12% sont issues du secteur du commerce et 7% touchent le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques.

Nombre de faillites



Nombre de liquidations



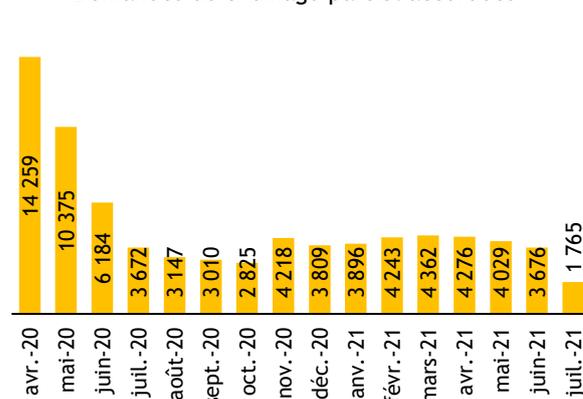
Chômage partiel

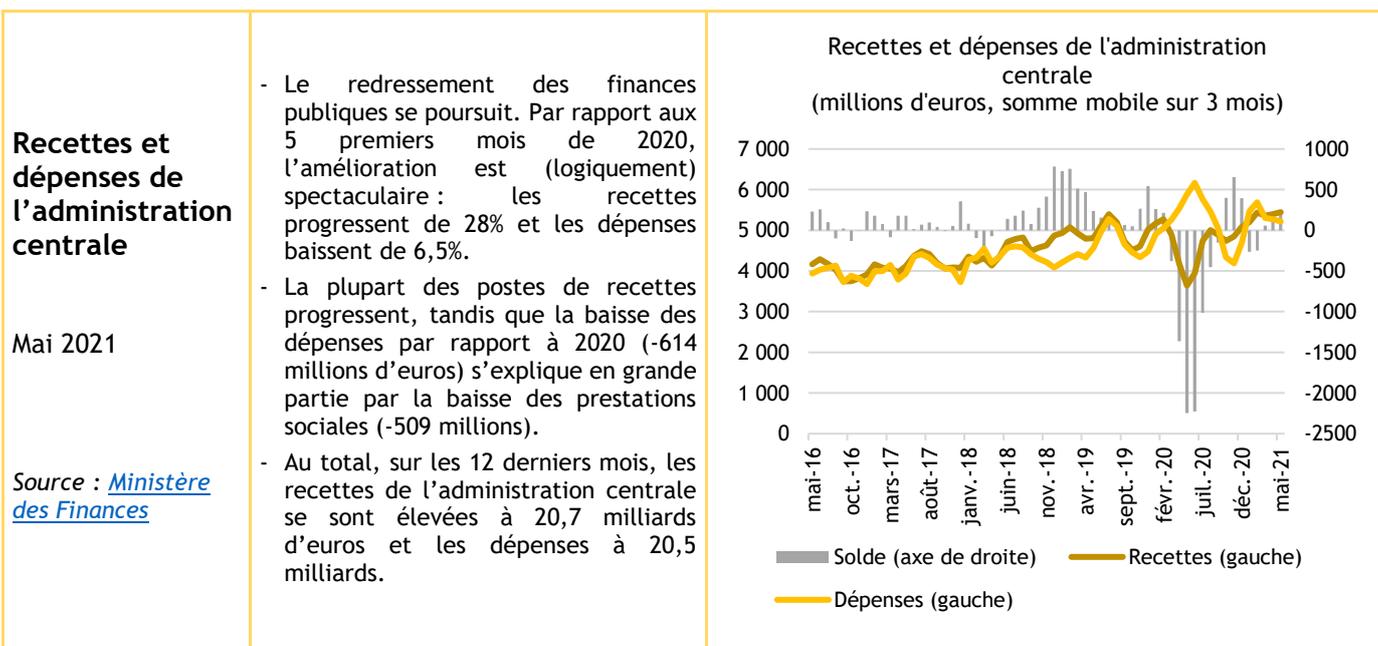
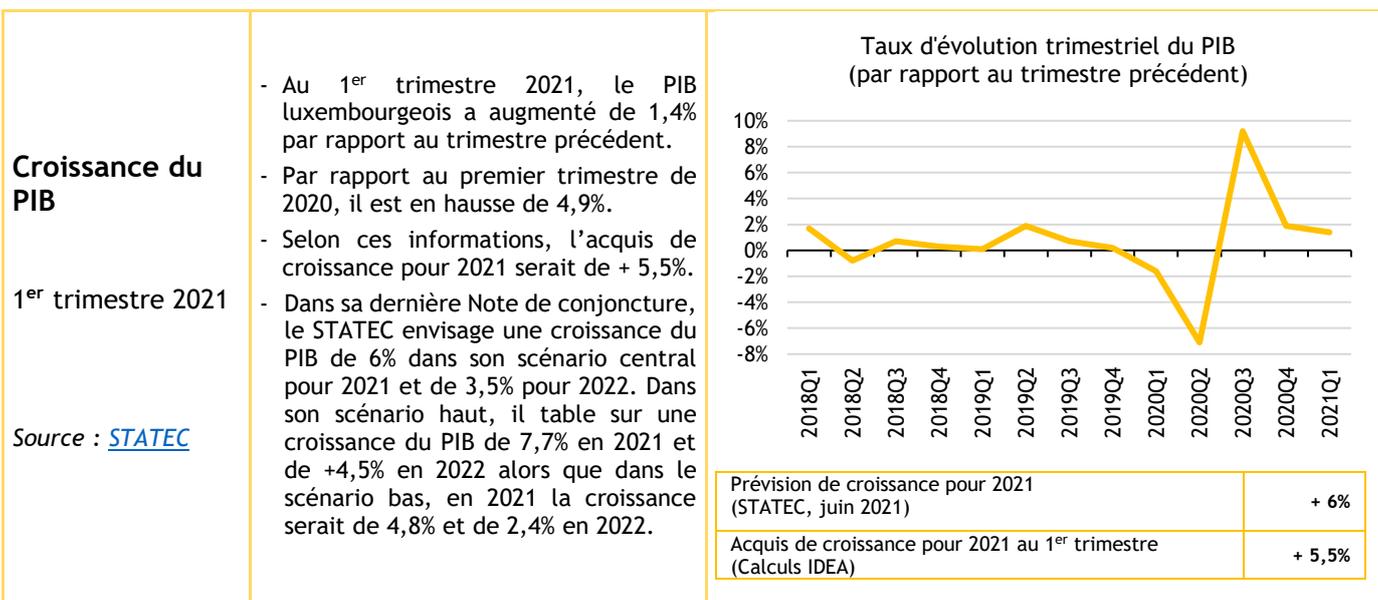
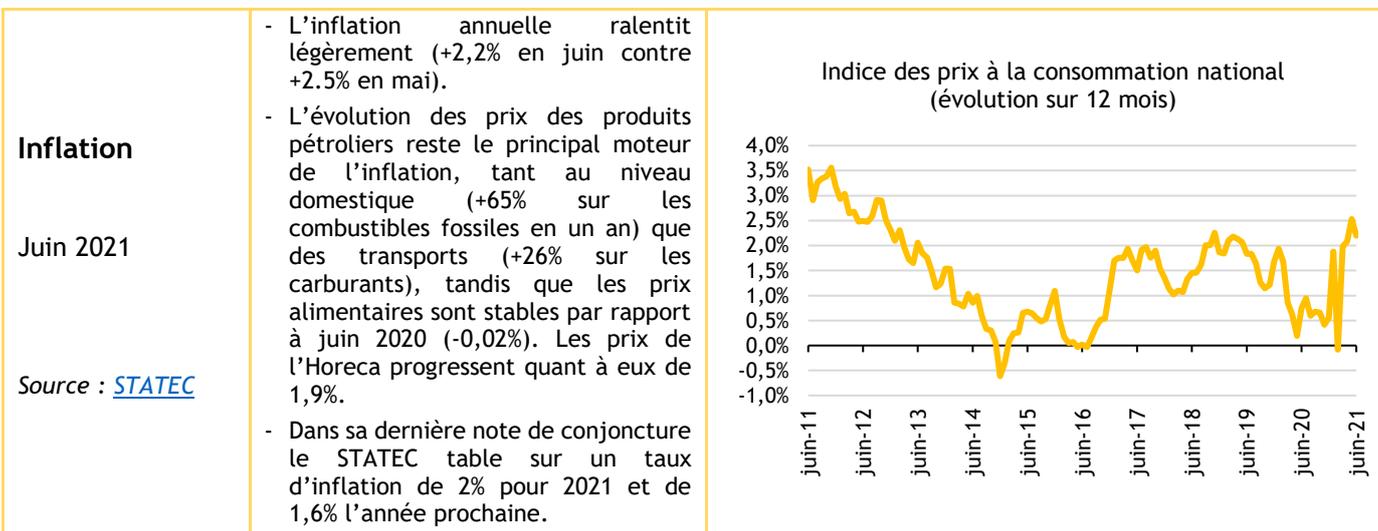
Juillet 2021

Source : [Comité de conjoncture](#)

- Dans un contexte de fin des modalités particulières d'accès au dispositif mais aussi de reprise économique, le nombre de demandes de chômage partiel accordées est à son niveau le plus bas depuis le début de la crise sanitaire.
- 1 765 demandes de chômage partiel ont été validées par le Comité de Conjoncture, soit une baisse de 52% par rapport au mois de juin.
- Les demandes concernaient 17 144 équivalents temps pleins contre 27 030 le mois précédent, soit une baisse de 37%.

Demandes de chômage partiel accordées





2. MARCHÉ DU TRAVAIL

<p>Evolution de l'emploi</p> <p>Mai 2021</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les créations d'emploi se sont accélérées au mois de mai. - 2 869 postes supplémentaires ont été créés en un seul mois, soit une hausse de 0,6%. 1 847 salariés résidents supplémentaires et 1 021 frontaliers de plus sont ainsi comptabilisés. Le nombre de salariés au Luxembourg s'élève désormais à 456 849. - Par rapport à mai 2020 (où l'emploi était encore en retrait suite au 1^{er} confinement), l'emploi salarié intérieur a augmenté de 3,1% (+2,4% pour les résidents et +3,9% pour les frontaliers). 	<p>Emploi salarié intérieur</p> <p>Evolution de l'emploi par rapport au mois précédent (données désaisonnalisées)</p>
<p>Evolution du chômage</p> <p>Mai 2021</p> <p>Sources : ADEM, STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux de chômage passe sous la barre des 6% au mois de mai (5,9%) et tend à se rapprocher de son niveau d'avant crise (5,4% en février 2020). - A la fin mai, l'ADEM recense 17 641 demandeurs soit une baisse de 5% en comparaison au mois précédent. - Depuis mai 2020, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de plus de 14%. 	<p>Taux de chômage (données désaisonnalisées)</p>
<p>Postes vacants à l'ADEM</p> <p>Mai 2021</p> <p>Source : ADEM</p>	<ul style="list-style-type: none"> - En mai, 3 961 nouvelles offres ont été publiées par l'ADEM, ce qui représente une hausse de 35% par rapport au mois d'avril 2021. - Le stock d'offres disponibles s'élève à 8 865, soit une hausse de presque 7% par rapport au mois précédent. Le stock d'offre est à des niveaux jamais atteints auparavant. - Sur les 12 derniers mois, on compte en moyenne 3,9 postes vacants pour 10 demandeurs d'emploi inscrits. 	<p>Stock de postes vacants publiés à l'ADEM pour 10 demandeurs d'emploi inscrits</p>

3. INDICATEURS SOCIAUX - MÉNAGES

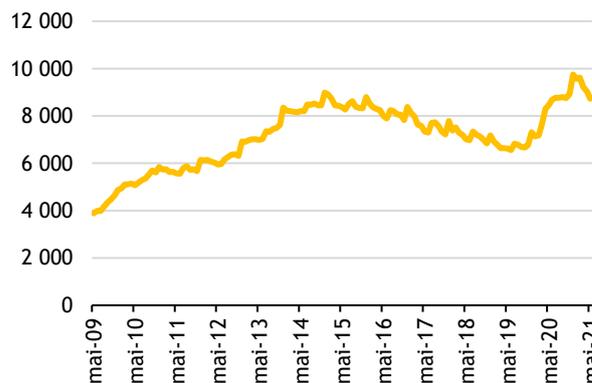
Chômage de longue durée

Mai 2021

Source : [ADEM](#)

- 8 724 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 12 mois sont comptabilisés au mois de mai. Cela représente une baisse de 3,5% par rapport au mois précédent et une hausse de 3% sur un an.
- La proportion des demandeurs d'emploi depuis 12 mois et plus dans le nombre total de demandeurs d'emploi s'est accrue depuis le début de la crise, passant de 41,5% à 50,3%.
- Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée reste supérieur de 21,5% à son niveau d'avant crise, contre 4,1% pour le nombre total de demandeurs d'emploi.

Demandeurs d'emploi résidents inscrits depuis plus d'un an à l'ADEM



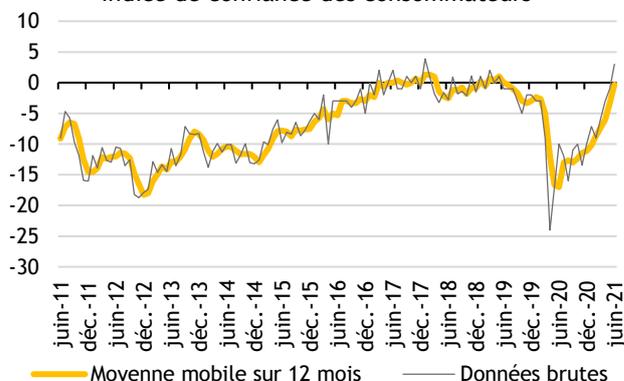
Indice de confiance des consommateurs

Juin 2021

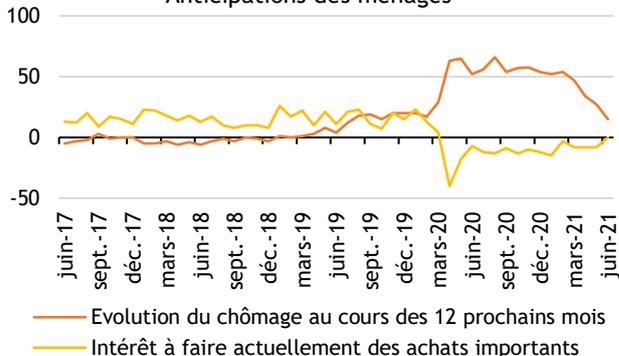
Source : [BCL](#)

- L'indicateur synthétique de confiance des consommateurs continue sa progression et atteint son plus haut niveau depuis janvier 2018.
- Les consommateurs sont nettement moins pessimistes qu'au cours des mois précédents vis-à-vis de l'évolution du chômage au cours des 12 prochains mois.
- Les consommateurs seraient également plus enclins à faire des achats importants. L'indicateur se rapproche en effet de plus en plus de son niveau d'avant crise (et sort du territoire négatif).
- La situation économique générale perçue par les consommateurs au cours des 12 prochains mois est à un niveau historiquement élevé.

Indice de confiance des consommateurs



Anticipations des ménages



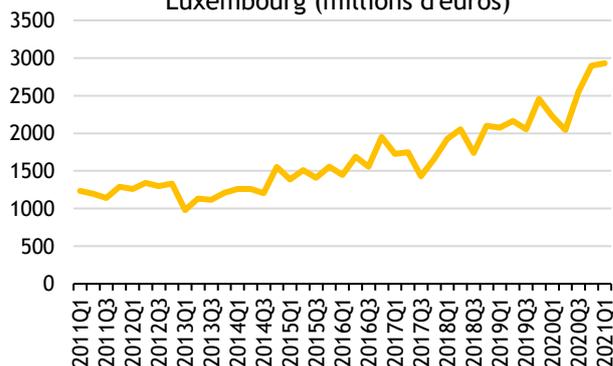
Crédits immobiliers accordés aux ménages

1^{er} trimestre 2021

Source : [BCL](#)

- Le volume des crédits immobiliers consentis aux ménages a poursuivi sa hausse au 1^{er} trimestre 2021. Avec un montant de 2,9 milliards d'euros, il progresse de 1,2% par rapport au trimestre précédent.
- Sur les 4 derniers trimestres, 10,4 milliards d'euros de crédits immobiliers ont été contractés soit 17% de plus que les 4 trimestres précédents.
- Selon Eurostat, les prix de l'immobilier ont cru annuellement de 17% au 1^{er} trimestre de 2021.

Crédits immobiliers consentis aux ménages résidents pour des immeubles situés au Luxembourg (millions d'euros)



4. ENVIRONNEMENT EUROPÉEN

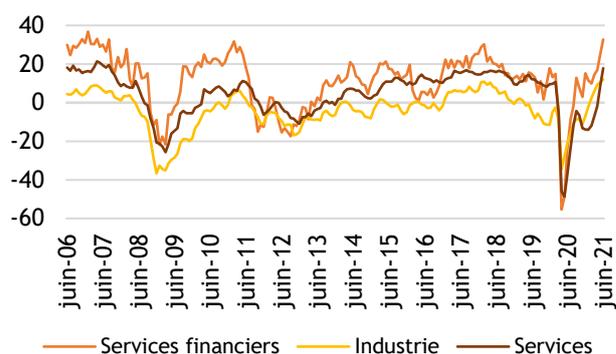
Activité dans la zone euro (industrie, services et financiers)

Juin 2021

Source : [Commission européenne](#)

- Les estimations d'activité poursuivent leur progression dans les principaux secteurs économiques européens.
- Elles renouent avec les niveaux atteints au début de l'année 2018 dans l'industrie.
- Dans le secteur des services non-financiers, elles progressent nettement et ont même dépassé leur niveau d'avant crise.
- Pour les services financiers, ces estimations atteignent leur plus haut niveau depuis août 2007.

Estimation de l'évolution de l'activité au cours des 3 derniers mois dans la zone euro (solde d'opinions)



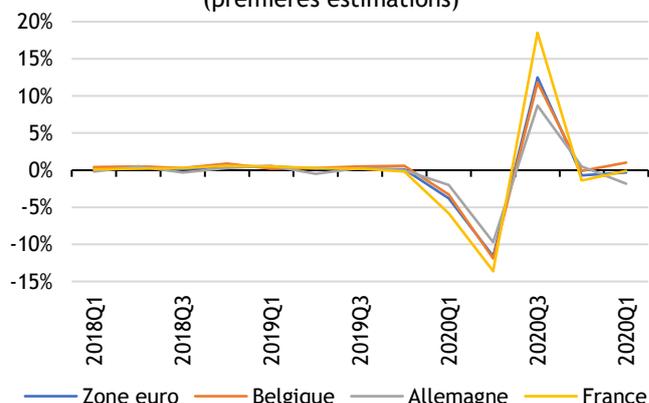
Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France

1^{er} trimestre 2021

Source : [Eurostat](#)

- Au cours du 1^{er} trimestre 2021, le PIB de la zone euro a marqué un recul de 0,3% par rapport au trimestre précédent selon les premières estimations.
- La situation demeure contrastée selon les pays. Le PIB se serait contracté de 1,8% en Allemagne et de 0,1% en France. En Belgique, il a augmenté de 1%.
- Après une chute du PIB de 6,8% en 2020, la BCE prévoit une croissance de 4,6% en 2021 et de 4,7 en 2022 pour la zone euro.
- La Commission européenne a relevé ses prévisions de croissance de 0,5% (à 4,8%) pour 2021 et 0,1% (à 4,5%) pour 2022 pour la zone euro, par rapport à ses prévisions économiques du printemps dernier.

Taux d'évolution trimestriel du PIB (premières estimations)



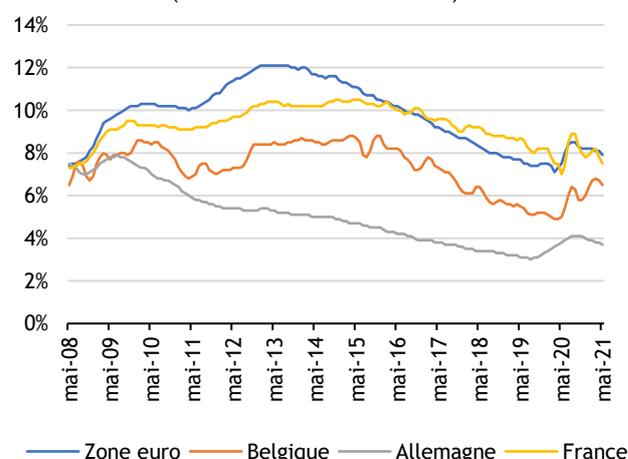
Chômage dans la zone euro, en Allemagne, Belgique et France

Mai 2021

Source : [Eurostat](#)

- Dans la zone euro, le taux de chômage poursuit sa timide baisse et atteint 7,9% en mai, contre 8,1% par rapport au mois précédent.
- En mai, le taux de chômage des jeunes (moins de 25 ans) s'est établi à 17,5%, contre 18,4% en avril, soit une baisse de 138 000 jeunes chômeurs dans la zone euro.
- Les niveaux de chômage en Allemagne, en Belgique et en France sont respectivement de 3,7%, 6,5% et 7,5%.
- Ils sont les plus élevés en Grèce (15,4%), Espagne (15,3%) et en Italie (10,5%).

Taux de chômage (données désaisonnalisées)



Inflation dans la zone euro

Juin 2021

Source : [Eurostat](#)

- L'inflation annuelle dans la zone euro s'établit à +1,9% en juin, contre +2% en mai dernier.
- L'évolution annuelle la plus forte est celle de l'énergie qui s'élève à +12,5%. S'ensuivent les taux d'évolution annuels des biens industriels (+1,2%), des services (+0,7%) et de l'alimentation, alcool et tabac (+0,6%), qui restent « modérés » en comparaison.
- Malgré les tensions actuelles sur certaines matières premières, la BCE entrevoit un niveau d'inflation de 1,9% pour l'année 2021, de 1,5% pour 2022 et de 1,4% pour 2023.

Indice des prix à la consommation harmonisée (évolution sur 12 mois)



Taux d'intérêt des emprunts publics à long terme

Juin 2021

Sources : [OCDE](#)

- En juin, le taux d'intérêt des emprunts publics à long terme des pays de la zone euro était en léger recul.
- L'Italie (+0,9%), la Grèce (+0,8%), l'Espagne (+0,4%) et le Portugal (+0,4%) étaient les pays qui affichaient les taux d'intérêt des emprunts publics à long terme les plus élevés. Au même moment, le Luxembourg (-0,3%), l'Allemagne (-0,3%) et les Pays-Bas (-0,2%) empruntaient quant à eux aux taux les moins élevés.
- Compte tenu des récentes annonces de la BCE qui a décidé de poursuivre son programme d'achats d'urgence face à la pandémie, les taux d'intérêt des emprunts publics devraient dans l'ensemble se maintenir à des niveaux bas.

Taux d'intérêt des emprunts publics à long terme

